

**RAPPORT N°2024/1-12
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A MONSIEUR HENRI PAUSE POUR L'EXPLOITATION D'UNE PARCELLE COMMUNAUTAIRE SITUEE ANGLE ROUTE DU BOIS DE NEFLES ET AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY – APPROBATION DE LA CONVENTION CORRESPONDANTE

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

Monsieur Henry Hubert PAUSE, résidant à Sainte-Clotilde, sollicite auprès de la CINOR la mise à disposition d'un emplacement sur parking localisé sur la parcelle communautaire référencée n° BD 167 située angle de la route de Bois de Nèfles et avenue De Lattre de Tassigny à Sainte-Clotilde, pour l'exploitation d'une activité de snack-bar, dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT).

Pour ce qui concerne la redevance mensuelle de l'AOT à conclure, le Conseil de la Communauté a approuvé la grille tarifaire actualisée pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, le 5 avril 2023. Conformément à cette grille, la redevance applicable est de 720 euros par mois pour ce module bar, qui occupe un espace total de 16 m² (dont 1 m² consacré aux toilettes).

L'avis de la commune de Saint-Denis a été sollicité et cette dernière a émis un avis favorable.


Il est à noter que Monsieur Henry Hubert PAUSE est redevable de la somme de 4424.61 € sur un total de 4528.95 € des sommes de ses redevances émises au titre de l'année 2023.


Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec Monsieur Henry Hubert PAUSE. La durée proposée pour cette convention est d'un an.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition d'un emplacement sur parking localisé sur la parcelle communautaire n° BD 167, angle de la route de Bois de Nèfles et avenue De Lattre de Tassigny sur la commune de Saint Denis à Monsieur Henry Hubert PAUSE, en vue de l'exploitation d'une activité commerciale de snack bar pour une durée d'un an sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.
- Approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe pour l'activité envisagée,
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


**Le Président
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
07/02/2024 19:20240215-BC2024-1-12-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**DECISION N°2024/1-12
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A MONSIEUR HENRI PAUSE POUR L'EXPLOITATION D'UNE PARCELLE COMMUNAUTAIRE SITUEE ANGLE ROUTE DU BOIS DE NEFLES ET AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY – APPROBATION DE LA CONVENTION CORRESPONDANTE

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-12 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-12-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise à disposition d'un emplacement sur parking localisé sur une parcelle communautaire n° BD 167, angle de la route de Bois de Nèfles et avenue De Lattre de Tassigny sur la commune de Saint Denis à Monsieur Henri Hubert PAUSE, en vue de l'exploitation d'une activité commerciale de snack bar pour une durée d'un an sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.

ARTICLE 2

D'approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe.



ARTICLE 3

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **22 FEV 2024**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20240215-BC2024-1-12-DE Date de télétransmission : 22/02/2024 Date de réception préfecture : 22/02/2024
--